



Québec, le 8 septembre 2025



Objet : Demande d'accès du 22 août 2025
N/D : 2577901SST

En réponse à votre demande du 22 août dernier, vous trouverez ci-joint une copie de toutes les déclarations de l'employeur en matière d'équité salariale produites par Ville de Desbiens.

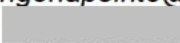
Conformément aux articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1, les documents ont été élagués et dépersonnalisés afin de protéger le caractère confidentiel ou personnel de certains renseignements qu'ils contiennent.

Nous devons vous informer que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Nous joignons une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Espérant le tout à votre satisfaction, veuillez agréer nos salutations distinguées.

La substitut de la responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels,


Signature numérique de
Paméla Bélanger Lapointe
DN : cn=Paméla Bélanger
Lapointe, o=CNESST, ou,
email=pamela.belangerlap
ointe@cnesst.gouv.qc.ca,
c=FR
Date : 2025.09.08 16:08:58
-04'00'

Paméla Bélanger Lapointe, avocate
pamela.belangerlapointe@cnesst.gouv.qc.ca
Téléphone : 
Télécopieur : 418 528-7245

PBL/sl

p.j.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Commission d'accès à l'information
Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Télec : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Commission d'accès à l'information
Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Tél : (514) 873-4196
Télec : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

L.R.Q., chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE III PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

SECTION I CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

53. Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29; 2021, c. 25, a. 8.

L.R.Q., chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE III PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

SECTION I CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

54. Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent, directement ou indirectement, de l'identifier.

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110; 2021, c. 25, a. 10.

Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale

Accusé de réception

Merci !

La déclaration a été transmise le 24 avril 2012 à 9 h 11 min 48 s.
Le numéro de confirmation est **B27YAASF6MB37H**.

Document à télécharger

Version PDF de l'accusé de réception de votre déclaration en matière d'équité salariale du 24 avril 2012.

Compétence fédérale

Votre entreprise est-elle de compétence fédérale? Non

Renseignements sur l'entreprise

Secteur d'activité	Administrations publiques
Sous-secteur d'activité	Administrations publiques locales, municipales et régionales
Date du début des activités	Le 20 novembre 1996 ou avant

Nombre de personnes salariées

Votre entreprise a-t-elle eu une
moyenne de 10 personnes salariées ou plus
entre le 21 novembre 1996 et le 20 novembre 1997? Non

Depuis le 1^{er} janvier 2008, votre entreprise a-t-elle eu
une moyenne de 10 personnes salariées ou plus au
cours d'une année civile? Non

Renseignements sur le déclarant

Nom	
Prénom	
Téléphone	418 346-5571
Poste	

Déclaration

Je déclare que je suis une personne autorisée à produire la présente déclaration et que les renseignements qui y figurent sont exacts. Je sais qu'une fausse déclaration peut entraîner les sanctions pénales prévues dans la Loi sur l'équité salariale.

Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale

Accusé de réception

Merci !

La déclaration a été transmise le 11 octobre 2013 à 10 h 31 min 17 s.
Le numéro de confirmation est **AK0MAATQ6MB37F**.

Document à télécharger

Version PDF de l'accusé de réception de votre déclaration en matière d'équité salariale du 11 octobre 2013.

Compétence fédérale

Votre entreprise est-elle de compétence fédérale? Non

Renseignements sur l'entreprise

Secteur d'activité	Administrations publiques
Sous-secteur d'activité	Administrations publiques locales, municipales et régionales
Date du début des activités	Le 20 novembre 1996 ou avant

Nombre de personnes salariées

Votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus entre le 21 novembre 1996 et le 20 novembre 1997? Non

Depuis le 1^{er} janvier 2008, votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus au cours d'une année civile? Non

Renseignements sur le déclarant

Nom	
Prénom	
Téléphone	418 346-5571
Poste	

Déclaration

Je déclare que je suis une personne autorisée à produire la présente déclaration et que les renseignements qui y figurent sont exacts. Je sais qu'une fausse déclaration peut entraîner les sanctions pénales prévues dans la Loi sur l'équité salariale.

Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale

Accusé de réception

Merci !

La déclaration a été transmise le 24 mars 2014 à 13 h 50 min 23 s.
Le numéro de confirmation est **G20DAADQ6MB37S**.

Document à télécharger

Version PDF de l'accusé de réception de votre déclaration en matière d'équité salariale du 24 mars 2014.

Compétence fédérale

Votre entreprise est-elle de compétence fédérale? Non

Renseignements sur l'entreprise

Secteur d'activité	Administrations publiques
Sous-secteur d'activité	Administrations publiques locales, municipales et régionales
Date du début des activités	Le 20 novembre 1996 ou avant

Nombre de personnes salariées

Votre entreprise a-t-elle eu une
moyenne de 10 personnes salariées ou plus
entre le 21 novembre 1996 et le 20 novembre 1997? Non

Depuis le 1^{er} janvier 2008, votre entreprise a-t-elle eu
une moyenne de 10 personnes salariées ou plus au
cours d'une année civile? Non

Renseignements sur le déclarant

Nom	
Prénom	
Téléphone	418 346-5571
Poste	

Déclaration

Je déclare que je suis une personne autorisée à produire la présente déclaration et que les renseignements qui y figurent sont exacts. Je sais qu'une fausse déclaration peut entraîner les sanctions pénales prévues dans la Loi sur l'équité salariale.

Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale

Accusé de réception

Merci !

La déclaration a été transmise le 11 mars 2015 à 11 h 45 min 08 s.
Le numéro de confirmation est **MH0LAAT66MB37H**.

Document à télécharger

Version PDF de l'accusé de réception de votre déclaration en matière d'équité salariale du 11 mars 2015.

Compétence fédérale

Votre entreprise est-elle de compétence fédérale? Non

Renseignements sur l'entreprise

Secteur d'activité	Administrations publiques
Sous-secteur d'activité	Administrations publiques locales, municipales et régionales
Date du début des activités	Le 20 novembre 1996 ou avant

Nombre de personnes salariées

Votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus entre le 21 novembre 1996 et le 20 novembre 1997? Non

Depuis le 1^{er} janvier 2008, votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus au cours d'une année civile Non

Renseignements sur le déclarant

Nom	
Prénom	
Téléphone	418 346-5571
Poste	

Déclaration

Je déclare que je suis une personne autorisée à produire la présente déclaration et que les renseignements qui y figurent sont exacts. Je sais qu'une fausse déclaration peut entraîner les sanctions pénales prévues dans la Loi sur l'équité salariale.

Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale

Accusé de réception

Merci !

La déclaration a été transmise le 16 mars 2016 à 11 h 53 min 50 s.

Le numéro de confirmation est **B60VAATU6MB37C**.

Document à télécharger

Version PDF de l'accusé de réception de votre déclaration en matière d'équité salariale du 16 mars 2016.

Compétence fédérale

Votre entreprise est-elle de compétence fédérale?

Non

Renseignements sur l'entreprise

Secteur d'activité

Administrations publiques

Sous-secteur d'activité

Administrations publiques locales,
municipales et régionales

Date du début des activités

Le 20 novembre 1996 ou avant

Inscrivez la date du début des activités

1996-11-20

Nombre de personnes salariées

Votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10
personnes salariées ou plus entre le 21 novembre 1996
et le 20 novembre 1997?

Non

Depuis le 1^{er} janvier 2008, votre entreprise a-t-elle eu
une moyenne de 10 personnes salariées ou plus au
cours d'une année civile

Non

Renseignements sur le déclarant

Nom
Prénom
Téléphone
Poste

418 346-5571

Déclaration

Je déclare que je suis une personne autorisée à produire la présente déclaration et que les renseignements qui y figurent sont exacts. Je sais qu'une fausse déclaration peut entraîner les sanctions pénales prévues dans la Loi sur l'équité salariale.

Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale

Accusé de réception

Merci !

La déclaration a été transmise le 20 mars 2017 à 09 h 22 min 17 s.
Le numéro de confirmation est **PHM6AAD16MB37F**.

Document à télécharger

Version PDF de l'accusé de réception de votre déclaration en matière d'équité salariale du 20 mars 2017.

Compétence fédérale

Votre entreprise est-elle de compétence fédérale? Non

Renseignements sur l'entreprise

Secteur d'activité	Administrations publiques
Sous-secteur d'activité	Administrations publiques locales, municipales et régionales
Date du début des activités	Le 20 novembre 1996 ou avant

Nombre de personnes salariées

Votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus entre le 21 novembre 1996 et le 20 novembre 1997? Non

Depuis le 1^{er} janvier 2008, votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus au cours d'une année civile Non

Renseignements sur le déclarant

Nom	
Prénom	
Téléphone	418 346-5571
Poste	

Déclaration

Je déclare que je suis une personne autorisée à produire la présente déclaration et que les renseignements qui y figurent sont exacts. Je sais qu'une fausse déclaration peut entraîner les sanctions pénales prévues dans la Loi sur l'équité salariale.

Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale

Accusé de réception

Merci !

La déclaration a été transmise le 15 août 2018 à 15 h 07 min 58 s.
Le numéro de confirmation est **SLM2AASF6MB37H**.

Document à télécharger

Version PDF de l'accusé de réception de votre déclaration en matière d'équité salariale du 15 août 2018.

Compétence fédérale

Votre entreprise est-elle de compétence fédérale? Non

Renseignements sur l'entreprise

Secteur d'activité	Administrations publiques
Sous-secteur d'activité	Administrations publiques locales, municipales et régionales
Date du début des activités	Le 20 novembre 1996 ou avant

Nombre de personnes salariées

Votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus entre le 21 novembre 1996 et le 20 novembre 1997? Non

Depuis le 1^{er} janvier 2008, votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus au cours d'une année civile Non

Renseignements sur le déclarant

Nom	
Prénom	
Téléphone	418 346-5571
Poste	

Déclaration

Je déclare que je suis une personne autorisée à produire la présente déclaration et que les renseignements qui y figurent sont exacts. Je sais qu'une fausse déclaration peut entraîner les sanctions pénales prévues dans la Loi sur l'équité salariale.

Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale

Accusé de réception

Merci !

La déclaration a été transmise le 25 novembre 2021 à 09 h 18 min 59 s.
Le numéro de confirmation est **NM7HAADZ6DB37W**.

Document à télécharger

Version PDF de l'accusé de réception de votre déclaration en matière d'équité salariale du 25 novembre 2021.

Compétence fédérale

Votre entreprise est-elle de compétence fédérale?	Non
---	-----

Renseignements sur l'entreprise

Secteur d'activité	Administrations publiques
Sous-secteur d'activité	Administrations publiques locales, municipales et régionales
Date du début des activités	Le 20 novembre 1996 ou avant

Nombre de personnes salariées

Votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus entre le 21 novembre 1996 et le 20 novembre 1997?	Non
--	-----

Depuis le 1 ^{er} janvier 2008, votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus au cours d'une année civile	Non
--	-----

Renseignements sur la personne déclarante

Nom	
Prénom	
Téléphone	
Poste	
Adresse courriel de l'employeur	dg@ville.desbiens.qc.ca
Mode(s) de communication à privilégier	Par courriel et par courrier postal
Je désire être volontaire pour tester des outils et des communications relatifs à l'équité salariale développés par la CNESST.	Non

Déclaration

Je déclare que je suis une personne autorisée à produire la présente déclaration et que les renseignements qui y figurent sont exacts. Je sais qu'une fausse déclaration peut entraîner les sanctions pénales prévues dans la Loi sur l'équité salariale.

Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale

Accusé de réception

Merci!

La déclaration a été transmise le 19 septembre 2022 à 13 h 59 min 35 s.
Le numéro de confirmation est **FY7YAAS86DB37R**.

Document à télécharger

Version PDF de l'accusé de réception de votre déclaration en matière d'équité salariale du 19 septembre 2022.

Compétence fédérale

Votre entreprise est-elle de compétence fédérale? Non

Renseignements sur l'entreprise

Secteur d'activité	Administrations publiques
Sous-secteur d'activité	Administrations publiques locales, municipales et régionales
Date du début des activités	Le 20 novembre 1996 ou avant

Nombre de personnes salariées

Votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus entre le 21 novembre 1996 et le 20 novembre 1997? Non

Depuis le 1^{er} janvier 2008, votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus au cours d'une année civile? Oui

En quelle année votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus?	2021
Quelle était la moyenne des personnes salariées?	10 à 49 personnes salariées

Exercice initial d'équité salariale

Avez-vous réalisé l'exercice initial d'équité salariale pour l'ensemble des personnes salariées de votre entreprise? Non

Renseignements sur la personne déclarante

Nom	
Prénom	
Téléphone	
Poste	
Adresse courriel de l'employeur	dg@ville.desbiens.qc.ca
Mode(s) de communication à privilégier	Par courriel
Je désire être volontaire pour tester des outils et des communications relatifs à l'équité salariale développés par la CNESST.	Oui

Déclaration

Je déclare que je suis une personne autorisée à produire la présente déclaration et que les renseignements qui y figurent sont exacts. Je sais qu'une fausse déclaration peut entraîner les sanctions pénales prévues dans la *Loi sur l'équité salariale*.

Commission des normes, de l'équité,
de la santé et de la sécurité du travail
cnesst.gouv.qc.ca

Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale

Accusé de réception

Merci!

La déclaration a été transmise le 7 août 2023 à 14 h 04 min 08 s.
Le numéro de confirmation est **2G0MAAS76DB37H**.

Document à télécharger

Version PDF de l'accusé de réception de votre déclaration en matière d'équité salariale du 7 août 2023.

Compétence fédérale

Votre entreprise est-elle de compétence fédérale? Non

Renseignements sur l'entreprise

Secteur d'activité	Administrations publiques
Sous-secteur d'activité	Administrations publiques locales, municipales et régionales
Date du début des activités	Le 20 novembre 1996 ou avant

Nombre de personnes salariées

Votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus entre le 21 novembre 1996 et le 20 novembre 1997? Non

Depuis le 1^{er} janvier 2008, votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus au cours d'une année civile? Oui

En quelle année votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus?	2021
Quelle était la moyenne des personnes salariées?	10 à 49 personnes salariées

Exercice initial d'équité salariale

Avez-vous réalisé l'exercice initial d'équité salariale pour l'ensemble des personnes salariées de votre entreprise? Non

Renseignements sur la personne déclarante

Nom	
Prénom	
Téléphone	418 346-5571
Poste	
Adresse courriel de l'employeur	dg@ville.desbiens.qc.ca
Mode(s) de communication à privilégier	Par courriel
Je désire être volontaire pour tester des outils et des communications relatifs à l'équité salariale développés par la CNESST.	Non

Déclaration

Je déclare que je suis une personne autorisée à produire la présente déclaration et que les renseignements qui y figurent sont exacts. Je sais qu'une fausse déclaration peut entraîner les sanctions pénales prévues dans la *Loi sur l'équité salariale*.

Commission des normes, de l'équité,
de la santé et de la sécurité du travail
cnesst.gouv.qc.ca

Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale

Accusé de réception

Merci! La déclaration a été transmise le 5 août 2024 à 09 h 29 min 49 s. Le numéro de confirmation est CJ0DAASY6DB37W. Document à télécharger Version PDF de l'accusé de réception de votre déclaration en matière d'équité salariale du 5 août 2024.
--

Compétence provinciale ou fédérale

Votre entreprise est de :	Compétence provinciale
---------------------------	------------------------

Renseignements sur l'entreprise

Secteur d'activité	Administrations publiques
Sous-secteur d'activité	Administrations publiques locales, municipales et régionales
Date du début des activités	Le 20 novembre 1996 ou avant

Nombre de personnes salariées

Votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus entre le 21 novembre 1996 et le 20 novembre 1997?	Non
Depuis le 1 ^{er} janvier 2008, votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus au cours d'une année civile?	Oui
En quelle année votre entreprise a-t-elle eu une moyenne de 10 personnes salariées ou plus?	2021
Quelle était la moyenne des personnes salariées?	10 à 49 personnes salariées

Exercice initial d'équité salariale

Avez-vous réalisé l'exercice initial d'équité salariale pour l'ensemble des personnes salariées de votre entreprise?	Non
--	-----

Renseignements sur la personne déclarante

Nom	
Prénom	
Téléphone	418 346-5571
Poste	
Adresse courriel de l'employeur	administration@ville.desbiens.qc.ca
Mode(s) de communication à privilégier	Par courriel et par courrier postal
Je désire être volontaire pour tester des outils et des communications relatifs à l'équité salariale développés par la CNESST.	Oui

Déclaration

Je déclare que je suis une personne autorisée à produire la présente déclaration et que les renseignements qui y figurent sont exacts. Je sais qu'une fausse déclaration peut entraîner les sanctions pénales prévues dans la *Loi sur l'équité salariale*.

Commission des normes, de l'équité,
de la santé et de la sécurité du travail
cnesst.gouv.qc.ca